

DEPARTEMENT  
DE LA REUNION

ARRONDISSEMENT  
DE SAINT-PIERRE

Commune  
de Petite-Île

PETITE-ÎLE  
UNE VILLE POUR TOUS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL  
DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
du 05 juin 2026

Objet :

Budget Principal –  
Approbation du Compte  
Financier Unique 2025.

L'an deux mille vingt-six, le cinq juin, à dix-sept heures, le Conseil municipal de la Commune de PETITE-ÎLE étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Eric Lebon, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire.

NOTA - Le Président certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie

Le 9 juin 2026

que la convocation du Conseil avait été faite

Le 27 mai 2026

et que le nombre des membres en exercice est de 33.

**ETAIENT PRESENTS :**

**Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux suivants :**

HOAREAU Serge - LEBON Eric - SEVERIN Mimose - ETHEVE Nicolas - GENNEPY METRO Clarisse - LEBON Gino - MUSSARD Emmanuelle - SUZANNE Pascal - AMYCLAS Reine Claude - FORT Olivier - SORRES Jacky - LEBON – Natacha – GRONDIN Jean Noël – BENARD Didier – ETHEVE Hélène – CORRE Jean Yves – LAVERGNE Christophe – VIRAMA-ERCAMA Corinne – ETHEVE CHARNAY Patricia –PAYET Sandrine – BOULEVARD Evelyne – SEVERIN Magalie – FONTAINE SADOUSTY Vanessa – ANTOU ROSOLEN Anne Gaëlle – HOARAU Jean Denis – LAURET Guillaume – ROBERT PAYET Anne Constance – GONTHIER Jean Bernard -.

**ETAIENT REPRESENTES : les Conseillers municipaux suivants :**

Mesdames MARIMAO Annie – NATIVEL Lorraine ; Messieurs DOHEN Jean-Pierre – PAUS Richard.

**ETAIT ABSENT : le Conseiller municipal suivant :**

Monsieur FONTAINE Harold.

Il a été procédé, conformément à l'article L 2121.15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil : **Madame ROBERT PAYET Anne Constance** a été désignée pour remplir ces fonctions.

Le Président rappelle l'ordre du jour et propose de passer à son examen.

Affaire n° 2026/4/29

Budget Principal –  
Approbation du Compte Financier Unique 2025.



P. le Maire empêché,  
Le 1<sup>er</sup> Adjoint.

Eric Lebon

Comme chaque année, il appartient au Conseil municipal de se prononcer sur les comptes définitifs de l'exercice écoulé.

Conformément à l'article L2121-14 du Code général des collectivités territoriales, dans les séances où le CFU du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Le Maire peut assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote.

**Aussi, avant la présentation du Compte Financier Unique, le Maire propose au Conseil de désigner comme président de séance pour le vote du CFU 2025 du Budget Principal de la Ville, M. Eric Lebon – 1er Adjoint au Maire.**

**Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité, la proposition du Maire.**

Le **Président de séance** étant élu en la personne de M. Eric Lebon, le Maire passe à la présentation du CFU 2025 du Budget Principal de la Ville, qui se résume comme suit :

Le Maire rappelle au Conseil que les prévisions budgétaires pour 2025 s'élevaient à **53 577 581,37 €**, réparties entre **22 519 038,37 € en fonctionnement (42 %)** et **31 058 543,00 € en investissement (58 %)**.

EN FONCTIONNEMENT, l'exécution du budget principal 2025 fait apparaître **21 904 707,88 € de recettes pour 19 898 971,47 € de dépenses**, soit un résultat de l'exercice (recettes - dépenses) **excédentaire de 2 005 736,41 €**. Après prise en compte des excédents antérieurs reportés (1 069 038,37 €), **le résultat brut de clôture s'établit à + 3 074 774,78 € (résultat à affecter)**. Après intégration du solde des restes à réaliser (- 211 026,74 €), la section présente un **résultat net excédentaire de + 2 863 748,04 €**.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT enregistre quant à elle un solde d'exécution **d'exercice excédentaire de + 1 151 777,07 €**. Après prise en compte des déficits antérieurs reportés (- 5 731 621,12 €) et du solde des restes à réaliser (+ 2 507 560,33 €), **le besoin de financement net s'élève à - 2 072 283,72 €**.

LE RESULTAT BRUT GLOBAL (**fonctionnement + investissement**) ressort ainsi déficitaire de **- 1 505 069,27 €**, tandis que **le résultat net global demeure excédentaire à + 791 464,32 €**.

**Tableau de synthèse des résultats 2025**

Résultats de l'exercice 2025			INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RECETTES	Prévision budgétaire totale	A	31 058 543,00 €	22 519 038,37 €	53 577 581,37 €
	<b>Recettes réalisées</b>	<b>B</b>	<b>20 008 922,15 €</b>	<b>21 904 707,88 €</b>	<b>41 913 630,03 €</b>
	Restes à réaliser	C	3 799 882,76 €	0,00 €	3 799 882,76 €
DEPENSES	Autorisation budgétaire totale	D	31 058 543,00 €	22 519 038,37 €	53 577 581,37 €
	<b>Dépenses réalisées</b>	<b>E</b>	<b>18 857 145,08 €</b>	<b>19 898 971,47 €</b>	<b>38 756 116,55 €</b>
	Restes à réaliser	F	1 292 322,43 €	211 026,74 €	1 503 349,17 €
Différences entre les titres et les mandats	<b>RESULTATS DE L'EXERCICE</b>	<b>G = B - E</b>	<b>1 151 777,07 €</b>	<b>2 005 736,41 €</b>	<b>3 157 513,48 €</b>
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés	H	-5 731 621,12 €	1 069 038,37 €	-4 662 582,75 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	<b>RESULTATS BRUTS</b>	<b>G + H</b>	<b>-4 579 844,05 €</b>	<b>3 074 774,78 €</b>	<b>-1 505 069,27 €</b>
Différence entre les restes à réaliser	Solde des Restes à réaliser	I = C - F	2 507 560,33 €	-211 026,74 €	2 296 533,59 €
Résultat cumulé	<b>RESULTATS NETS</b>	<b>G + H + I</b>	<b>-2 072 283,72 €</b>	<b>2 863 748,04 €</b>	<b>791 464,32 €</b>

**I. Evolution des résultats**

L'analyse de la trajectoire financière sur les trois derniers exercices met en évidence une dégradation prononcée des marges de manœuvre, alors même que l'activité demeure globalement excédentaire.

L'effet de ciseau (progression des dépenses supérieure à celle des recettes) se matérialise, avec un recul du résultat annuel de -12,6 % par rapport à 2024 (2 M€ en 2025 contre 2,3 M€ en 2024).

		2023	2024	2025
SECTION DE FONCTIONNEMENT	RESULTAT DE L'EXERCICE	2 149 685,30 €	2 296 052,03 €	2 005 736,41 €
		-24,16%	6,81%	-12,64%
	Résultat antérieur reporté	2 323 301,04 €	1 972 986,34 €	1 069 038,37 €
	RESULTAT BRUT DE CLOTURE	4 472 986,34 €	4 269 038,37 €	3 074 774,78 €
		-7,49%	-4,56%	-27,98%
	RESULTAT NET DE CLOTURE	4 341 346,59 €	4 145 340,30 €	2 863 748,04 €
		-5,99%	-4,51%	-30,92%

Le stock de réserves de fonctionnement s'érode. Il est passé de 2,3 M€ en 2023 à 1,1 M€ en 2025, cette évolution traduisant un soutien massif à la section d'investissement.

SECTION D'INVESTISSEMENT	RESULTAT DE L'EXERCICE	- 240 209,38 €	- 2 777 204,03 €	- 1 151 777,07 €
	Résultat antérieur reporté	- 2 459 740,71 €	- 2 699 950,09 €	- 5 731 621,12 €
	SOLDE DE CLOTURE (besoin de financement)	- 2 699 950,09 €	- 5 477 154,12 €	- 4 579 844,05 €
	RESULTAT NET DE CLOTURE	- 2 063 420,25 €	- 2 552 033,44 €	- 2 072 283,72 €

CUMUL DES SECTIONS	RESULTAT DE L'EXERCICE	1 909 475,92 €	- 481 152,00 €	3 157 513,48 €
	RESULTAT BRUT DE CLOTURE	1 773 036,25 €	- 1 208 115,75 €	- 1 505 069,27 €
	RESULTAT NET DE CLOTURE	2 277 926,34 €	1 593 306,86 €	791 464,32 €

L'exercice 2024 a été particulièrement difficile, avec un solde d'exécution de l'exercice de -2,8 M€ partiellement compensé en 2025 par un excédent de +1,2 M€.

Le solde cumulé (besoin de financement) s'est nettement dégradé (poids du passé), passant de -2,7 M€ en 2023 à -5,5 M€ en 2024, avec un léger redressement à -4,6 M€ en 2025.

L'exercice reste excédentaire, mais la marge de sécurité s'est considérablement réduite. En fonctionnement le stock d'excédents accumulés par le passé s'épuise et en investissement la section tend vers un « équilibre net » en raison d'un volume très important de recettes attendues (RAR recettes de 3,8 M€ en 2025, dont 0,9 M€ de crédit relais et 2,9 M€ de subventions), traduisant une gestion en flux tendus des financements de projets.

## II. Éléments de contexte

Le CFU pour l'exercice 2025 confirme, dans la continuité des exercices précédents, une situation financière de la ville saine, marquée par une position tranchée et assumée en matière d'investissement, une politique qui reste soutenue dans les domaines associatif, social (via le CCAS), culturel et sportif.

Le contexte économique de 2025 pèse sur l'exécution du budget communal : les dépenses de fonctionnement restent orientées à la hausse, la dynamique fiscale directe s'essouffle et le financement de l'investissement est sous tension. Ces facteurs exogènes conduisent à une sensible dégradation des finances communales :

### Points clés à retenir sur la période 2021-2025 :

- ✓ Croissance des recettes : +16% (de 18,6 M€ à 21,6 M€), soit une progression moyenne annuelle de +3,8%.
- ✓ Progression plus rapide des dépenses : +22% sur la période (de 15,2 M€ à 18,6 M€), soit une moyenne annuelle de +5,2%.

⚠ Effet ciseaux en formation : Les dépenses augmentent plus vite que les recettes, ce qui réduit progressivement l'écart entre les deux courbes.

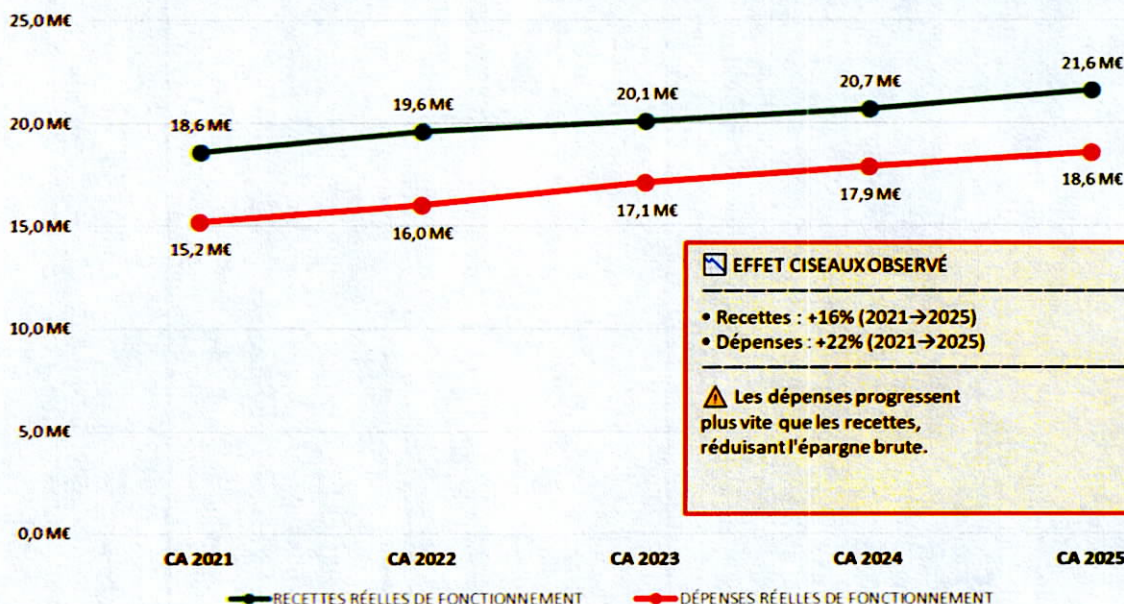
### Épargne brute sous tension :

2021 : 3,4 M€

2025 : 3,0 M€

→ Ecart de 0,4 M€ (-12%)

**Evolutions des recettes et des dépenses réelles de fonctionnement (2021-2025)**



### III. Les principaux ratios d'analyse financière

En matière d'analyse financière, les concepts d'épargne brute et nette, d'endettement et de capacité de désendettement sont des indicateurs clés pour apprécier la santé financière d'une collectivité.

#### ➤ La capacité d'autofinancement

L'**épargne de gestion** représente l'excédent de la section de fonctionnement dans son fonctionnement le plus courant. Elle est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette (chapitre 66), dépenses exceptionnelles et provisions.

L'**épargne brute**, ou capacité d'autofinancement brute, représente l'excédent des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement.

L'**épargne nette**, ou capacité d'autofinancement nette, représente l'excédent de la section de fonctionnement minoré du remboursement en capital de la dette.

Ces notions d'épargne représentent les moyens financiers disponibles, dégagés sur la section de fonctionnement, pour autofinancer les investissements.

• **ÉPARGNE DE GESTION 2025 : 3 022 797 €**  
(3,1 M€ EN 2024)

• **ÉPARGNE BRUTE 2025 : 3 010 509 €**  
(2,8 M€ EN 2024)

• **ÉPARGNE NETTE 2025 : 1 889 658 €**  
(1,8 M€ EN 2024)

En 2025, malgré un contexte difficile, la ville a donc globalement maintenu son niveau d'épargne.

#### ➤ L'en cours de dette

Au 31 décembre 2025 l'encours de dette est de 16,4 M€. Elle a augmenté de 20,6 % sur 4 ans (13,6 M€ en 2021), soit une croissance moyenne de + 5% par an. La capacité de désendettement est passé de 3,9 à 5,4 années entre 2021 et 2025. Cette dégradation est principalement due à l'augmentation de l'encours de dette et à la diminution relative de l'épargne brute (de 3,4 M€ en 2021 à 3,0 M€ en 2025).

• **L'EN-COURS DE DETTE : 16,4 M€, soit 1 252 €/HABITANTS**

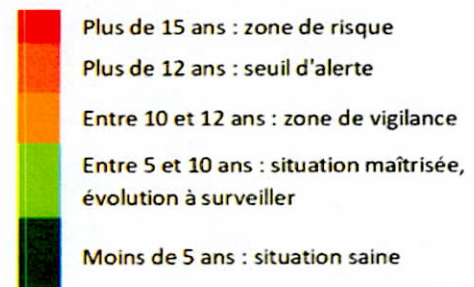
*Moyenne de la strate en 2024 = 804€/hab.*

*Moyenne départementale (974) = 1 024 €/hab.*

*Moyenne Nationale = 966 €/hab.*

• **LA CAPACITE DE DESENDETTEMENT : 5,4 ANNEES**  
(5,2 en 2024)

Capacité de désendettement et seuils

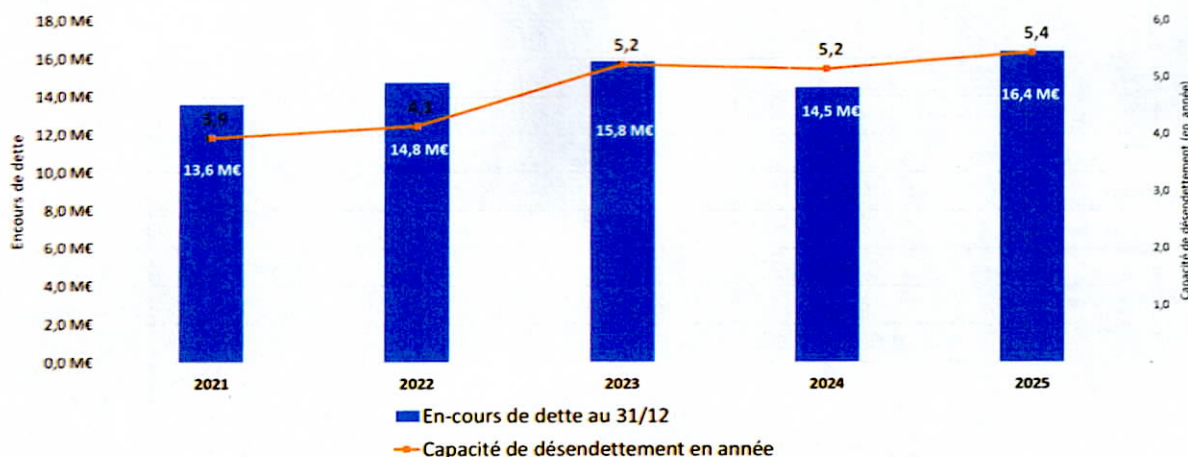


La capacité de désendettement (indicateur de solvabilité permet d'apprécier si la Collectivité a la capacité de rembourser sa dette. Il indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la Collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette, en partant de la supposition qu'elle y consacre l'ensemble de ses ressources disponibles.

L'indicateur de solvabilité reste excellent. La collectivité demeure largement en dessous du seuil de vigilance. Elle conserve donc une réelle crédibilité auprès des financeurs.

La dette par habitant de Petite-Île est "haute" en valeur absolue (1 252 €), mais elle est maîtrisée car elle a servi à financer un volume d'investissement deux fois supérieur à la moyenne et qu'elle commence à être remboursée progressivement.

### Evolution de l'endettement



### LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS 2025

ÉQUILIBRES FINANCIERS	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Variation 2025/2024	
						€	%
<b>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	18 615 020	19 576 489	20 145 139	20 709 547	21 582 877	873 330	4,2%
<b>RECETTES DE GESTION (hors R76, R77 &amp; R78)</b>	18 318 849	19 402 123	19 997 885	20 640 657	21 222 246	581 589	2,8%
<i>dont impôts locaux (R731, TF, TH, DMT0)</i>	4 163 425	4 488 460	4 852 218	5 025 390	5 209 055	183 665	3,7%
<i>dont impôts et taxes (R73 sauf R731, octroi, FIRT, FPIC)</i>	8 998 224	9 126 190	9 571 612	9 967 356	9 992 319	24 962	0,3%
<i>dont DGF (R741)</i>	2 548 787	2 635 726	2 710 474	2 835 568	2 963 405	127 837	4,5%
<i>dont autres dotations &amp; participations (R74 hors R741)</i>	1 343 135	1 547 777	1 236 207	1 749 889	1 832 201	82 312	4,7%
<b>DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	15 165 263	16 019 737	17 117 714	17 897 660	18 572 368	674 708	3,8%
<b>DÉPENSES DE GESTION (hors D66, D67 &amp; D68)</b>	14 930 994	15 688 312	16 831 327	17 538 449	18 199 449	661 000	3,8%
<i>dont dépenses de personnel (D012)</i>	10 965 642	11 294 671	11 847 107	12 199 197	12 583 826	384 629	3,2%
<i>dont charges à caractère général (O11)</i>	1 971 482	2 456 947	2 869 881	3 309 248	3 449 029	139 781	4,2%
<i>dont Autres charges de gestion courante (65)</i>	1 129 490	1 543 207	1 719 458	1 631 939	1 740 107	108 167	6,6%
<b>Épargne de gestion</b>	3 387 855	3 713 811	3 166 558	3 102 208	3 022 797	-79 411	-2,6%
- Frais financiers (D661)	154 128	221 536	254 826	302 570	370 000	67 430	22,3%
+ Soldes financiers, exceptionnels et provisions	216 030	64 477	115 693	12 249	357 711	345 462	2820,3%
<b>Épargne brute (CAF)</b>	3 449 756	3 556 753	3 027 425	2 811 887	3 010 509	198 622	7,1%
Amortissement courant du capital de la dette	978 069	1 066 023	936 138	1 028 984	1 120 851	91 867	8,9%
<b>Épargne nette (hors remboursement anticipé de la dette)</b>	2 471 687	2 490 730	2 091 287	1 782 903	1 889 658	106 755	6,0%
Remboursement anticipé de la dette		2 476 403	1 000 000	307 692		-307 692	-100,0%
<b>Épargne nette (y.c. remboursement anticipé de la dette)</b>	2 471 687	14 327	1 091 287	1 475 211	1 889 658	414 447	28,3%
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (hors dette)	8 914 482	10 079 346	15 222 486	11 814 809	11 381 657	-433 152	-3,7%
RECETTES D'INVESTISSEMENT (y.c. cessions, hors dette)	6 296 373	5 519 489	10 440 678	7 365 597	9 649 513	2 283 916	31,0%
<b>Emprunts nouveaux</b>		4 700 000	3 000 000		3 000 000	3 000 000	na
<b>RÉSULTAT DE CLÔTURE AU 31/12</b>	2 120 554	2 275 024	1 773 036	-1 208 116	-1 505 069	-296 953	-24,6%
<b>Encours de dette au 31/12</b>	13 599 846	14 757 420	15 834 103	14 484 605	16 363 754	1 879 149	13,0%
<b>Capacité de désendettement (en année)</b>	3,9	4,1	5,2	5,2	5,4	0,3	na

## IV. PRESENTATION PAR NATURE

L'analyse des comptes portera essentiellement sur les mouvements réels.

### A. La section de Fonctionnement

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses courantes et ordinaires qui doivent être couvertes par des recettes régulières et permanentes.

Sur la période 2021 à 2025 les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté en moyenne de +5,20 % par an, contre +3,8 % en moyennes pour les recettes réelles de fonctionnement. Le constat principal est un décalage de rythme sur la période 2021-2025 :

- Les recettes progressent de +16 % (passant de 18,6 M€ à 21,6 M€).
- Les dépenses progressent de +22 % (passant de 15,2 M€ à 18,6 M€).

L'évolution montre une pression croissante sur les dépenses qui n'est pas totalement compensée par le dynamisme des recettes. Le coût du fonctionnement pèse de plus en plus lourd dans le budget global.

#### Evolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Moy. annuel	Evol. 2021-2025
<b>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b> <i>Evol. %</i>	18,6 M€	19,6 M€	20,1 M€	20,7 M€	21,6 M€	20,1 M€	3,0 M€
		5,2%	2,9%	2,8%	4,2%	3,8%	15,9%
<b>DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</b> <i>Evol. %</i>	15,2 M€	16,0 M€	17,1 M€	17,9 M€	18,6 M€	17,0 M€	3,4 M€
		5,6%	6,9%	4,6%	3,8%	5,2%	22,5%
<b>ÉCART (Effet Ciseaux) = Epargne brute</b>	3,4 M€	3,6 M€	3,0 M€	2,8 M€	3,0 M€	3,2 M€	3,1 M€
<b>Variation écart vs 2021</b>	-	3,1%	-12,2%	-18,5%	-12,7%	-10,1%	-12,7%

Une analyse des seules dépenses et recettes de gestion retraitées des opérations particulières et exceptionnelles marque une progression des recettes de gestion qu'à + 2 % en 2025, contre + 3,2 % en 2024 et + 3,1 % en 2023. L'évolution des dépenses de gestion bien que maîtrisées, +3,8% en 2025 contre 4,2 % en 2024 et 7,3 % en 2023, reste donc supérieur à celle des recettes de gestion.

### 1. Les recettes fonctionnement

En 2025, les **recettes réelles de fonctionnement (RRF)** s'élèvent à **21,6 M€ en réalisation** (rattachements compris), **pour une prévision de 21,1 M€**, soit un taux de réalisation de 102,5 %. Le niveau de réalisation des recettes réelles de fonctionnement est donc globalement supérieur aux prévisions.

Dans le détail, il apparaît que le chapitre 731 « Fiscalité locale » (TH, TFB, TFNB) présente un taux d'exécution supérieur aux prévisions (104,6 %), tandis que le chapitre 73 « Impôts et taxes » (ODM, FIRT) affiche un taux de réalisation légèrement inférieur (97,8 %). Ces écarts s'expliquent, s'agissant du chapitre 731, par une prévision prudente, et, pour le chapitre 73, par un ralentissement de la consommation au second semestre 2025, ayant affecté l'assiette de l'octroi de mer.

Au 31 décembre 2025, il n'y pas de restes à réaliser en recettes de fonctionnement.

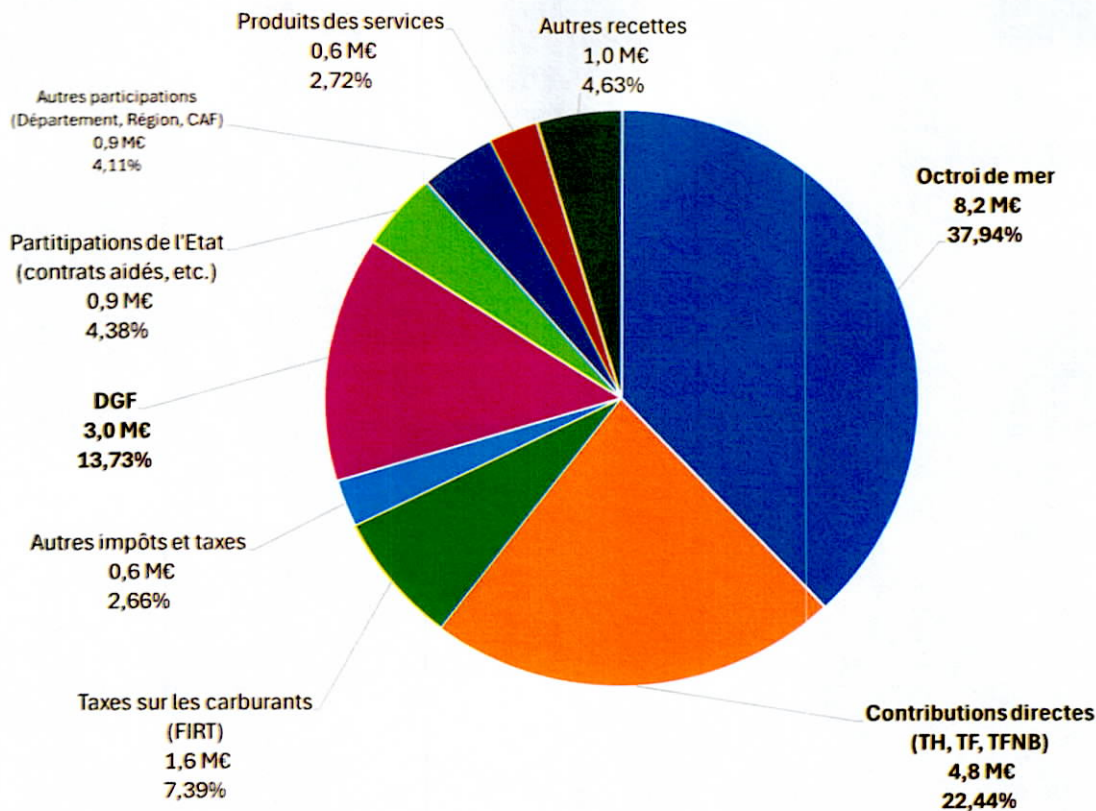
**Vue par chapitre**

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12
013	Atténuations de charges	290 000,00	237 965,16		237 965,16	82,06%	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	562 800,00	586 014,25		586 014,25	104,12%	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	10 212 500,00	9 992 318,67		9 992 318,67	97,84%	0,00
731	Fiscalité locale	4 980 800,00	5 209 054,88		5 209 054,88	104,58%	0,00
74	Dotations et participations	4 548 900,00	4 537 843,11	257 763,29	4 795 606,40	105,42%	0,00
75	Autres produits de gestion courante	348 000,00	401 286,73		401 286,73	115,31%	0,00
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>20 943 000,00</b>	<b>20 964 482,80</b>	<b>257 763,29</b>	<b>21 222 246,09</b>	<b>101,33%</b>	<b>0,00</b>
76	Produits financiers	10 000,00	6 198,02		6 198,02	61,98%	0,00
77	Produits spécifiques	10 000,00	312 600,00		312 600,00	3126,00%	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	92 000,00	41 833,00		41 833,00	45,47%	0,00
<b>Total des recettes réelles et mixtes</b>		<b>21 055 000,00</b>	<b>21 325 113,82</b>	<b>257 763,29</b>	<b>21 582 877,11</b>	<b>102,51%</b>	<b>0,00</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections	350 000,00	321 830,77		321 830,77	91,95%	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section						0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>350 000,00</b>	<b>321 830,77</b>	<b>0,00</b>	<b>321 830,77</b>	<b>91,95%</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes de fonctionnement de l'exercice</b>		<b>21 405 000,00</b>	<b>21 646 944,59</b>	<b>257 763,29</b>	<b>21 904 707,88</b>	<b>102,33%</b>	<b>0,00</b>
<b>002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>1 069 038,37</b>					
<b>Total des recettes de la section de fonctionnement</b>		<b>22 474 038,37</b>	<b>21 646 944,59</b>	<b>257 763,29</b>	<b>21 904 707,88</b>		<b>0,00</b>

**Détail des recettes**

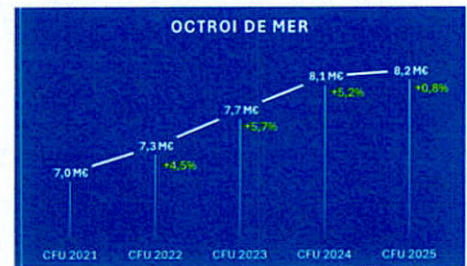
	CFU 2021	CFU 2022	CFU 2023	CFU 2024	CFU 2025	Variation 2024/2025	
						€	%
<b>R731 - Fiscalité locale</b>		<b>4 488 460,01</b>	<b>4 852 217,80</b>	<b>5 025 389,72</b>	<b>5 209 054,88</b>	<b>183 665</b>	<b>3,65%</b>
Contributions directes (TH, TF, TFNB)		<b>4 014 203,00</b>	<b>4 402 543,00</b>	<b>4 650 686,00</b>	<b>4 844 192,00</b>	<b>193 506</b>	<b>-4,16%</b>
Taxe additionnelle au droits de mutation et autres droits		466 082,27	431 976,75	368 578,00	312 790,00	-55 788	-15,14%
Autres		8 174,74	17 698,05	6 125,72	52 072,88	45 947	750,07%
<b>R73 - Impôts et taxes</b>	<b>13 161 649,69</b>	<b>9 126 190,19</b>	<b>9 571 611,96</b>	<b>9 967 356,28</b>	<b>9 992 318,67</b>	<b>24 962</b>	<b>0,25%</b>
Octroi de mer	<b>6 986 665,69</b>	<b>7 300 908,84</b>	<b>7 718 647,34</b>	<b>8 122 396,32</b>	<b>8 188 155,33</b>	<b>65 759</b>	<b>0,81%</b>
Contributions directes (TH, TF, TFNB)	3 740 339,00						
Taxes sur les carburants (FIRT)	<b>1 513 190,52</b>	<b>1 546 069,35</b>	<b>1 575 094,62</b>	<b>1 583 751,96</b>	<b>1 595 650,34</b>	<b>11 898</b>	<b>0,75%</b>
Taxe additionnelle au droits de mutation et autres droits	414 011,00						
FPIC	282 819,00	279 212,00	277 870,00	261 208,00	208 513,00	-52 695	-20,17%
Autres	224 624,48	0,00	0,00	0,00			-100,00%
<b>R74 - Dotations et participations</b>	<b>3 891 922,43</b>	<b>4 183 503,22</b>	<b>3 946 681,25</b>	<b>4 585 456,96</b>	<b>4 795 606,40</b>	<b>210 149</b>	<b>4,58%</b>
Dotation forfaitaire	1 334 693,00	1 343 224,00	1 345 804,00	1 372 389,72	1 407 365,00	34 975	2,55%
Dotat. Améngt Cne d'outre mer (DACOM)	1 214 094,00	1 292 502,00	1 364 670,00	1 462 712,00	1 556 040,00	93 328	6,38%
Participations de l'Etat (contrats aidés, etc.)	909 660,28	1 143 250,13	874 053,39	981 808,18	945 999,22	-35 809	-3,65%
Compensation Exo Taxes foncières	224 391,00	192 143,00	249 158,00	258 119,00	262 563,00	4 444	1,72%
Départements	115 284,89	60 640,00	34 000,00	50 794,32	23 600,00	-27 194	-53,54%
Autres	93 799,26	151 744,09	78 995,86	459 633,74	600 039,18	140 405	30,55%
<b>R75 - Autres produits</b>	<b>146 058,49</b>	<b>414 445,91</b>	<b>461 437,32</b>	<b>241 432,72</b>	<b>401 286,73</b>	<b>159 854</b>	<b>66,21%</b>
Revenus des immeubles	146 056,16	175 439,70	153 552,00	176 492,00	158 245,50	-18 247	-10,34%
Excédent/Déficit des BA	0,00	217 616,36	78 965,81	0,00	0,00		
Autres	2,33	21 389,85	228 919,51	64 940,72	243 041,23	178 101	274,25%
<b>R70 - Produits des services</b>	<b>842 157,81</b>	<b>1 038 684,54</b>	<b>925 777,16</b>	<b>465 381,79</b>	<b>586 014,25</b>	<b>120 632</b>	<b>25,92%</b>
Redevances et droits services périscolaires	620 228,92	837 956,13	709 255,33	218 022,16	276 948,55	58 926	27,03%
Concession dans les cimetières	1 830,00	1 525,00	2 135,00	16 115,00	59 497,94	43 383	269,21%
Redevance occupation dom. public communal	14 621,00	15 439,85	15 606,22	45 812,58	36 692,50	-9 120	-19,91%
Redevances services culturels	109 494,98	93 474,71	137 562,71	121 110,42	124 227,49	3 117	2,57%
Autres	95 982,91	90 288,85	61 217,90	64 321,63	88 647,77	24 326	37,82%
<b>R013 - Atténuation de charges</b>	<b>277 061,42</b>	<b>150 839,45</b>	<b>240 159,52</b>	<b>355 638,57</b>	<b>237 965,16</b>	<b>-117 673</b>	<b>-33,09%</b>
<b>Total des recettes de gestion</b>	<b>18 318 849,84</b>	<b>19 402 123,32</b>	<b>19 997 885,01</b>	<b>20 640 656,04</b>	<b>21 222 246,09</b>	<b>581 590</b>	<b>2,82%</b>
<b>R76 - Produits financiers</b>	<b>9,83</b>	<b>17 175,09</b>	<b>12,72</b>	<b>34 415,26</b>	<b>6 198,02</b>	<b>-28 217</b>	<b>-81,99%</b>
<b>R77 - Produits spécifiques</b>	<b>296 160,60</b>	<b>10 605,99</b>	<b>147 240,62</b>	<b>8 487,58</b>	<b>312 600,00</b>	<b>304 112</b>	<b>3583,03%</b>
Produits des cessions	275 378,00	10 605,99	145 756,52	0,00	312 600,00	312 600	
Autres produits exceptionnels	20 782,60	0,00	1 484,10	8 487,58	0,00	-8 488	-100,00%
<b>R78 - Reprises amort., dépréciations, prov.</b>	<b>0,00</b>	<b>146 584,96</b>	<b>0,00</b>	<b>25 987,73</b>	<b>41 833,00</b>	<b>15 845</b>	<b>60,97%</b>
<b>RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>18 615 020,27</b>	<b>19 576 489,36</b>	<b>20 145 138,35</b>	<b>20 709 546,61</b>	<b>21 582 877,11</b>	<b>873 331</b>	<b>4,22%</b>

### Composition des recettes



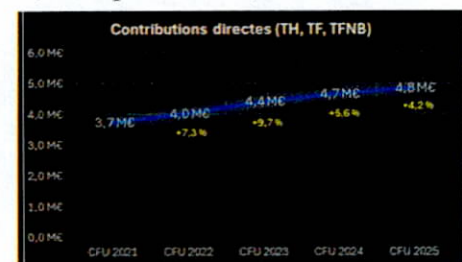
- En 2025, **l'octroi de mer** demeure la ressource principale de la commune de Petite-Île. Avec un montant de **8,2 M€**, il représente **37,94 % de ses recettes réelles de fonctionnement**. On note toutefois un brutal ralentissement de sa croissance, qui passe de + 5,2 % en 2024 à seulement + 0,8 % en 2025.

Ce ralentissement s'explique par une baisse de la consommation des ménages et une conjoncture économique plus frileuse à La Réunion sur le second semestre 2025.



- Les contributions directes (TH, TF, TFNB) :** La Ville de Petite-Île affiche une stratégie de **stabilité fiscale** tout en bénéficiant d'une croissance de ses ressources. Avec **4,8 M€ en 2025**, les taxes directes (Taxe foncière bâtie et non bâtie, Taxe d'habitation sur les résidences secondaires) représentent la **2ème source de financement** de la commune, soit près de **22,5 %** des recettes réelles de fonctionnement.

Fidèle à ses orientations, la municipalité n'a procédé à **aucune augmentation des taux communaux** en 2025. Malgré le gel des taux, les recettes progressent (+4,2 % par rapport à 2024).



Cette augmentation s'explique par :

- Une revalorisation règlementaire des bases cadastrales de **1,7 %** au niveau national.
- **Le développement local** : Le reste de la croissance provient de l'évolution physique du territoire (nouvelles constructions ou rénovations).
- **Le Fonds d'Investissement Routier et des Transports (FIRT)** constitue une ressource relativement stable pour la collectivité, s'élevant à **1,6 M€**. Elle représente **7,4 % des recettes réelles de fonctionnement**.
- **La DGF** affiche une progression notable de **+ 4,5 %** (soit un abondement de **+ 128 K€**) par rapport à l'exercice 2024. S'établissant à **3 M€**, elle contribue à hauteur de **13,7 %** aux recettes réelles de fonctionnement de la collectivité.

Cette dynamique positive repose sur deux piliers :

- **La péréquation verticale**, confirmant le soutien de l'État envers les communes dont les ressources propres ne couvrent pas l'intégralité des charges structurelles.
- **La croissance démographique** du territoire

Toutefois, ce dynamisme doit être relativisé. L'augmentation de la dotation demeure **inférieure au niveau de l'inflation**, induisant une diminution du pouvoir d'achat réel de la commune. Ce décalage accentue mécaniquement l'effet de ciseau et maintient une contrainte forte sur l'équilibre du budget de fonctionnement.

- **Les autres dotations, subventions et participations** s'établissent à **1,8 M€**, pour l'exercice 2025, dont :
  - **800 K€ de concours de l'Etat** pour le financement des contrats aidés,
  - **100 K€** dédiés au fonctionnement des dispositifs de proximité (*Maison France Service et Maison Sport-Santé*),
  - **466 K€ de soutien de la CAF (PARS)**,
  - **263 K€** de remboursements et dégrèvements compensatoires versés par l'administration fiscale.
- **Les produits des services, du domaine et les ventes diverses**, s'établissent à **600 K€**. Ce montant représente **2,7 % des Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)** de la collectivité. Ces ressources proviennent essentiellement de la participation des usagers et de la valorisation du patrimoine communal.
- **Le Chapitre 013 « Atténuation de charges » (238 K€)** comprend essentiellement les indemnités journalières issues de la gestion de masse salariale et versées par les différents organismes tels que la CGSS et l'ASSURCO.
- **Les autres produits (chapitre 75)** concernent notamment le produit des locations immobilières pour **158 K€** et apurements de retenues de garanties pour **160 K€**.
- **Enfin le chapitre 77 produits spécifiques intègre des produits de cession immobilières pour 313 K€.**

## 2. Les dépenses de fonctionnement

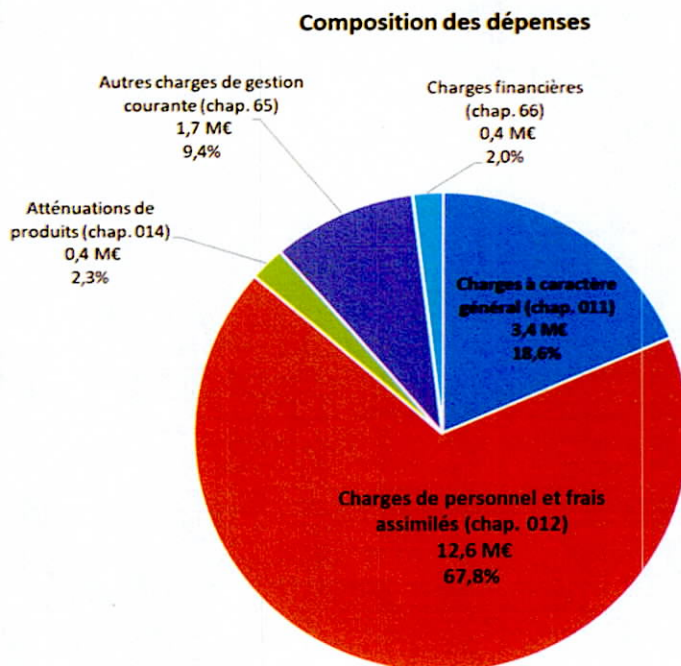
En 2025, les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) s'élèvent à 18,6 M€ en réalisation (rattachements compris), pour une prévision de 19,5 M€, soit un taux de réalisation de 95,31 %.

Au 31 décembre 2025, les restes à réaliser en dépenses de fonctionnement étaient de 211 026,74 €.

### Vue par chapitre

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12
011	Charges à caractère général	3 877 656,00	3 219 094,44	229 934,86	3 449 029,30	88,95%	97 708,50
012	Charges de personnel et frais assimilés	12 730 000,00	12 583 826,00		12 583 826,00	98,85%	
014	Atténuations de produits	438 000,00	426 486,57		426 486,57	97,37%	
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 969 542,07	1 740 106,65		1 740 106,65	88,35%	113 318,24
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>19 015 198,07</b>	<b>17 969 513,66</b>	<b>229 934,86</b>	<b>18 199 448,52</b>	<b>95,71%</b>	<b>211 026,74</b>
66	Charges financières	415 000,00	319 540,52	50 459,48	370 000,00	89,16%	
67	Charges spécifiques	15 840,30	1 273,34		1 273,34	8,04%	
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-	40 000,00	1 646,44		1 646,44	4,12%	
<b>Total des dépenses réelles et mixtes</b>		<b>19 486 038,37</b>	<b>18 291 973,96</b>	<b>280 394,34</b>	<b>18 572 368,30</b>	<b>95,31%</b>	<b>211 026,74</b>
023	Virement à la section d'investissement	2 000 000,00					
042	Opérations ordre transf. entre sections	1 033 000,00	1 326 603,17		1 326 603,17	128,42%	
043	Opérations ordre intérieur de la section						
<b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>		<b>3 033 000,00</b>	<b>1 326 603,17</b>	<b>0,00</b>	<b>1 326 603,17</b>	<b>43,74%</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice</b>		<b>22 519 038,37</b>	<b>19 618 577,13</b>	<b>280 394,34</b>	<b>19 898 971,47</b>	<b>88,37%</b>	<b>211 026,74</b>
<b>002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>					
<b>Total des dépenses de la section de fonctionnement</b>		<b>22 519 038,37</b>	<b>19 618 577,13</b>	<b>280 394,34</b>	<b>19 898 971,47</b>	<b>88,37%</b>	<b>211 026,74</b>

Le poste principal est constitué des charges de personnel, qui représente 68,8 % des dépenses réelles de fonctionnement.



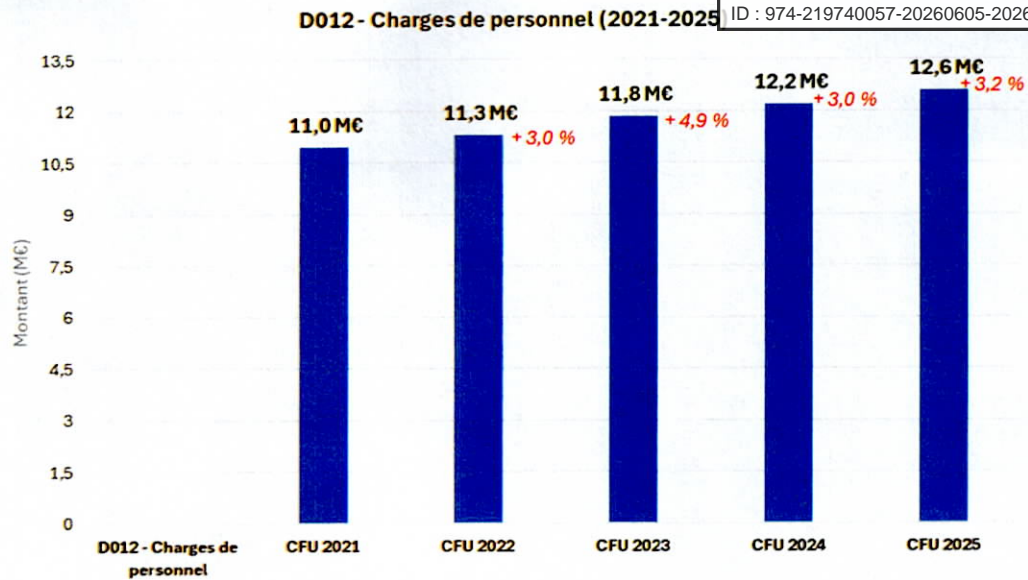
L'évolution, la composition détaillée et la répartition en 2025 des dépenses réelles de fonctionnement est matérialisée dans le tableau ci-dessous :

	CFU 2021	CFU 2022	CFU 2023	2024	2025	€	%
<b>D011 - Charges à caractère général</b>	<b>2 280 594,25</b>	<b>2 456 947,26</b>	<b>2 869 880,66</b>	<b>3 309 247,88</b>	<b>3 449 029,30</b>	<b>139 781</b>	<b>4,22%</b>
Fêtes et cérémonies	189 894,00	320 513,00	407 126,00	515 552,00	475 942,00	-39 610	-7,68%
Alimentation (principalement restauration scolaire)	367 975,00	389 011,00	421 589,00	463 522,00	490 894,00	27 372	5,91%
Fournitures	272 382,00	320 218,00	327 040,00	407 351,00	364 574,00	-42 777	-10,50%
Achat de prestations de services	216 921,00	281 289,00	328 801,00	310 576,00	322 413,00	11 837	3,81%
Entretien Immobilier	137 995,00	89 977,00	120 338,00	226 891,00	320 763,00	93 872	41,37%
Entretien mobilier	63 745,00	52 215,00	77 797,00	85 200,00	93 668,00	8 468	9,94%
Energie électricité	194 699,00	151 698,00	202 611,00	221 823,00	206 820,00	-15 003	-6,76%
Carburants	62 208,00	85 127,00	82 358,00	87 105,00	84 674,00	-2 431	-2,79%
Eau	57 883,00	60 080,00	56 767,00	62 628,00	104 302,00	41 674	66,54%
Télécoms	61 199,00	73 699,00	63 568,00	66 110,00	64 194,00	-1 916	-2,90%
Maintenance	95 711,00	117 678,00	118 465,00	131 137,00	172 046,00	40 909	31,20%
Location mobilière	27 931,00	28 755,00	50 138,00	112 787,00	72 184,00	-40 603	-36,00%
Assurances du personnel	52 943,00	51 085,00	85 166,00	87 864,00	98 388,00	10 524	11,98%
Honoraires et conseils	43 794,00	51 209,00	78 530,00	39 298,00	66 636,00	27 338	69,57%
Location immobilière	18 869,00	20 967,00	18 814,00	21 642,00	22 424,00	782	3,61%
Autres	416 445,25	363 426,26	430 772,66	469 761,88	489 107,30	19 345	4,12%
<b>D012 - Charges de personnel</b>	<b>10 965 642,23</b>	<b>11 294 670,90</b>	<b>11 847 106,83</b>	<b>12 199 196,80</b>	<b>12 583 826,00</b>	<b>384 629</b>	<b>3,15%</b>
Rémunérations	8 069 133,00	9 659 267,00	10 052 073,00	10 351 399,00	10 661 221,01	309 822	2,99%
Impôts et taxes	270 213,00	212 455,00	221 688,00	263 014,00	287 433,45	24 419	9,28%
Cotisations sociales	2 414 168,00	1 292 754,00	1 319 379,00	1 369 357,00	1 473 093,54	103 737	7,58%
Autres charges sociales	212 128,23	130 194,90	253 966,83	215 426,80	162 078,00	-53 349	-24,76%
<b>D014 - Atténuations de produits</b>	<b>550 460,42</b>	<b>393 486,57</b>	<b>394 880,57</b>	<b>398 064,57</b>	<b>426 486,57</b>	<b>28 422</b>	<b>7,14%</b>
Reversement AC (CIVIS)	393 486,57	393 486,57	393 486,57	393 486,57	393 486,57		0,00%
Prélèvement SRU	155 992,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
Autres	981,85	0,00	1 394,00	4 578,00	33 000,00	28 422	620,84%
<b>D65 - Autres charges de gestion courante</b>	<b>1 134 298,07</b>	<b>1 543 206,97</b>	<b>1 719 457,97</b>	<b>1 631 939,25</b>	<b>1 740 106,65</b>	<b>108 167</b>	<b>6,63%</b>
Indemnités, frais de missions élus	148 039,00	165 173,00	171 184,00	173 563,00	170 761,65	-2 801	-1,61%
Cotisation SDIS	276 466,00	280 337,00	287 065,00	300 844,00	313 544,00	12 700	4,22%
Subvention au CCAS	250 000,00	500 000,00	600 000,00	530 000,00	650 000,00	120 000	22,64%
Subventions aux associations	449 950,00	488 417,00	545 696,00	508 983,00	566 612,01	57 629	11,32%
Autres charges courantes	9 843,07	109 279,97	115 512,97	118 549,00	39 188,99	-79 360	-66,94%
<b>Total des dépenses de gestion</b>	<b>14 930 994,97</b>	<b>15 688 311,70</b>	<b>16 831 326,03</b>	<b>17 538 448,50</b>	<b>18 199 448,52</b>	<b>661 000</b>	<b>3,77%</b>
<b>D66 - Charges financières</b>	<b>155 609,62</b>	<b>288 312,58</b>	<b>286 387,42</b>	<b>359 211,32</b>	<b>370 000,00</b>	<b>10 789</b>	<b>3,00%</b>
Intérêts de la dette	168 028,64	182 971,04	251 506,08	315 744,60	327 672,00	11 927	3,78%
ICNE	-13 900,27	38 564,95	3 319,73	-13 174,28	3 025,12	16 199	-122,96%
Intérêts des comptes courants (ligne de trésorerie)	1 481,25	2 012,50	31 561,61	48 729,63	39 302,88	-9 427	-19,35%
Autres	0,00	64 764,09	0,00	7 911,37	0,00	-7 911	-100,00%
<b>D67 - Charges spécifiques</b>	<b>31 659,43</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 273,34</b>	<b>1 273</b>	
<b>D68 - Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>47 000,00</b>	<b>43 111,89</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>1 646,44</b>	<b>1 646</b>	
<b>DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>15 165 264,02</b>	<b>16 019 736,17</b>	<b>17 117 713,45</b>	<b>17 897 659,82</b>	<b>18 572 368,30</b>	<b>674 708</b>	<b>3,77%</b>

- **Les charges de personnel (chap. 012 : 12,6 M€)** : elles représentent en 2025 68,8 % des dépenses réelles de fonctionnement. Un ratio de rigidité en net diminution par rapport à 2021 (72%).

En 2025, les charges de personnel ont augmenté de 3,2 % par rapport à 2024, pour une moyenne de 3,5 % l'an sur la période 2021 à 2025. Ces augmentations s'expliquent par un ensemble de facteurs structurels et conjoncturels, principalement d'origine réglementaire et sociale.

Cette variation intègre essentiellement des facteurs d'évolution externes (mesures nationales). Elles comprennent le coût récurrent du glissement vieillesse technicité (GVT), incluant les avancements d'échelons et de grade, l'impact de l'évolution du SMIC, l'évolution des taux de charge et du point d'indice.



- **Les charges à caractère général (chap. 011 : 3,5 M€)**, représentent 18,6 % des dépenses réelles de fonctionnement, et progressent globalement de +4,2 % par rapport à 2024.

Sur la période 2021 à 2025, les principales évolutions concernent :

ANALYSE		
Indicateur	Valeur	Interprétation
Total D011 en 2021	2 280 594,25 €	Base de référence
Total D011 en 2025	3 449 029,30 €	Valeur actuelle
Évolution totale (€)	1 168 435,05 €	Hausse absolue
Évolution totale (%)	51,23%	Taux global
TCAM 2021-2025	10,90%	Croissance annuelle moyenne
<b>▲ Top hausses</b>		
Fêtes et cérémonies	150,64%	+150% en 4 ans (évolution du périmètre)
Entretien Immobilier	132,45%	Doublement des dépenses
Eau	80,19%	Forte hausse (augmentation du prix de l'eau)
Maintenance	79,76%	
<b>▼ Hausses maîtrisées</b>		
Alimentation	33,40%	Maîtrise des coûts
Fournitures	33,85%	Rationalisation
<b>☑ Postes stables</b>		
Télécoms	4,89%	Évolution modérée
Energie/électricité	6,23%	Relativement stable

**ANALYSE DES ÉVOLUTIONS - Charges à caractère général (D011)**

Catégorie	CFU 2021	CFU 2025	Variation €	Variation %	TCAM	Tendance
Fêtes et cérémonies	189 894 €	475 942 €	286 048 €	150,64%	25,82%	↑↑ Forte hausse
Alimentation	367 975 €	490 894 €	122 919 €	33,40%	7,47%	↑↑ Forte hausse
Fournitures	272 382 €	364 574 €	92 192 €	33,85%	7,56%	↑↑ Forte hausse
Achat prestations services	216 921 €	322 413 €	105 492 €	48,63%	10,41%	↑↑ Forte hausse
Entretien Immobilier	137 995 €	320 763 €	182 768 €	132,45%	23,48%	↑↑ Forte hausse
Entretien mobilier	63 745 €	93 668 €	29 923 €	46,94%	10,10%	↑↑ Forte hausse
Energie électricité	194 699 €	206 820 €	12 121 €	6,23%	1,52%	↑ Hausse
Carburants	62 208 €	84 674 €	22 466 €	36,11%	8,01%	↑↑ Forte hausse
Eau	57 883 €	104 302 €	46 419 €	80,19%	15,86%	↑↑ Forte hausse
Télécoms	61 199 €	64 194 €	2 995 €	4,89%	1,20%	↑ Hausse
Maintenance	95 711 €	172 046 €	76 335 €	79,76%	15,79%	↑↑ Forte hausse
Location mobilière	27 931 €	72 184 €	44 253 €	158,44%	26,79%	↑↑ Forte hausse
Assurances personnel	52 943 €	98 388 €	45 445 €	85,84%	16,76%	↑↑ Forte hausse
Honoraires et conseils	43 794 €	66 636 €	22 842 €	52,16%	11,06%	↑↑ Forte hausse
Location immobilière	18 869 €	22 424 €	3 555 €	18,84%	4,41%	↑↑ Forte hausse
Autres	416 445 €	489 107 €	72 662 €	17,45%	4,10%	↑↑ Forte hausse
<b>TOTAL D011</b>	<b>2 280 594 €</b>	<b>3 449 029 €</b>	<b>1 168 435 €</b>	<b>51,23%</b>	<b>10,90%</b>	<b>↑↑ Forte hausse</b>

TCAM = taux de croissance annuel moyen

- **Le chapitre 65**, d'un montant de 1,7 M€, regroupe principalement la participation obligatoire versée au SDIS, les subventions facultatives versées au CCAS et aux associations. En 2025, il enregistre une hausse de 6,6 % par rapport à 2024. Les principaux postes de dépense se répartissent comme suit : 650 K€ au titre de la subvention d'équilibre versée au CCAS (530 K€ en 2023), 567 K€ de subventions aux associations (509 K€ en 2023) et 314 K€ correspondant à la cotisation au SDIS (301 K€ en 2023).
- **Les charges financières (chapitre 66)** se sont élevées à 370 K€ en 2025, en hausse de 3 % par rapport à 2024. Elles comprennent principalement les intérêts de la dette, pour 328 K€, ainsi que les frais liés à la ligne de trésorerie, à hauteur de 39 K€.
- **Le chapitre 014 « atténuation de produits »** regroupe les montants reversés après leur encaissement. Il comprend notamment les attributions de compensation versées à l'intercommunalité ainsi que les restitutions fiscales. En 2025, ces atténuations se sont élevées à 426 486,57 €, dont la majeure partie correspond à l'attribution de compensation négative due à la CIVIS, pour un montant de 393 486,57 €.

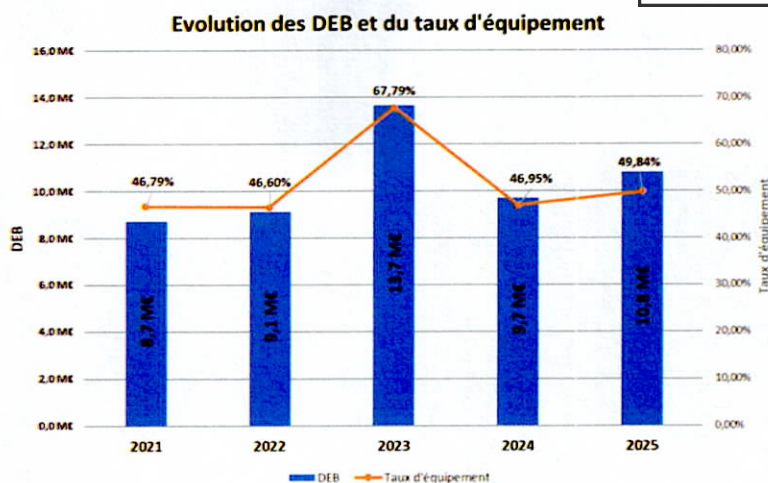
## **B. La section d'investissement**

### **1. Les dépenses d'investissement**

En 2025, les dépenses réelles d'investissement arrêtées au CFU s'établissent à **12,5 M€**, pour une prévision de 18,5 M€, soit un **taux de réalisation de 67,7 %**.

Pour en faciliter la lecture, ces dépenses peuvent être regroupées en trois grandes catégories :

- **Les dépenses d'équipement (10,8 M€)**, qui correspondent aux opérations affectant directement le patrimoine de la collectivité (travaux, acquisitions, études), ainsi qu'aux subventions d'équipement versées ;



- **Le remboursement en capital de la dette (1,1 M€) ;**
- **Les autres dépenses d'investissement (0,6 M€),** principalement constituées des opérations de portage foncier.

Les restes à réaliser en dépenses s'élèvent par ailleurs à 1,3 M€.

### Détail par chapitre

Chap.	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 015 213,11	1 050 121,45	52,11%	244 886,67
204	Subventions d'équipement versées	455 004,60		0,00%	35 004,60
21	Immobilisations corporelles	2 095 266,08	876 920,99	41,85%	568 032,11
23	Immobilisations en cours	10 929 438,09	8 829 906,59	80,79%	444 399,05
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>15 494 921,88</b>	<b>10 756 949,03</b>	<b>69,42%</b>	<b>1 292 322,43</b>
13	Subventions d'investissement	25 000,00	2 831,20	11,32%	
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 165 000,00	1 120 850,96	96,21%	
26	Participations et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières	740 000,00	621 876,69	84,04%	
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 930 000,00</b>	<b>1 745 558,85</b>	<b>90,44%</b>	<b>0,00</b>
45	<b>Chapitre d'opérations pour compte de tiers</b>	<b>1 040 000,00</b>		<b>0,00%</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>		<b>18 464 921,88</b>	<b>12 502 507,88</b>	<b>67,71%</b>	<b>1 292 322,43</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections	350 000,00	321 830,77	91,95%	
041	Opérations patrimoniales	6 512 000,00	6 032 806,43	92,64%	
<b>Total des dépenses d'ordre en investissement</b>		<b>6 862 000,00</b>	<b>6 354 637,20</b>	<b>92,61%</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des dépenses d'investissement de l'exercice</b>		<b>25 326 921,88</b>	<b>18 857 145,08</b>	<b>74,45%</b>	<b>1 292 322,43</b>
001	Solde d'exécution négatif reporté	5 731 621,12			
<b>Total des dépenses de la section d'investissement</b>		<b>31 058 543,00</b>	<b>18 857 145,08</b>	<b>60,71%</b>	<b>1 292 322,43</b>

## 2. Financement de l'investissement

Les recettes réelles d'investissement constatées au compte administratif 2025 s'élèvent à **12,6 M€**.

Elles se décomposent principalement comme suit :

- **4,1 M€ de subventions** (chapitre 13), soit un taux de subventionnement des dépenses d'équipement brut de **32,5 %**, en recul par rapport à **51,1 % en 2024** ;
- **4,6 M€ de dotations, fonds divers et réserves** (chapitre 10), comprenant :
  - **3,2 M€** correspondant à l'affectation de l'excédent de fonctionnement 2024 (compte 1068),
  - **1,3 M€** au titre du FCTVA,
  - **69,4 K€** de taxes d'aménagement, en nette diminution (**-48,6 %** par rapport à 2024) ;
- **3 M€ d'emprunts** (chapitre 16) ;
- **27 K€** d'autres recettes financières (chapitre 27).

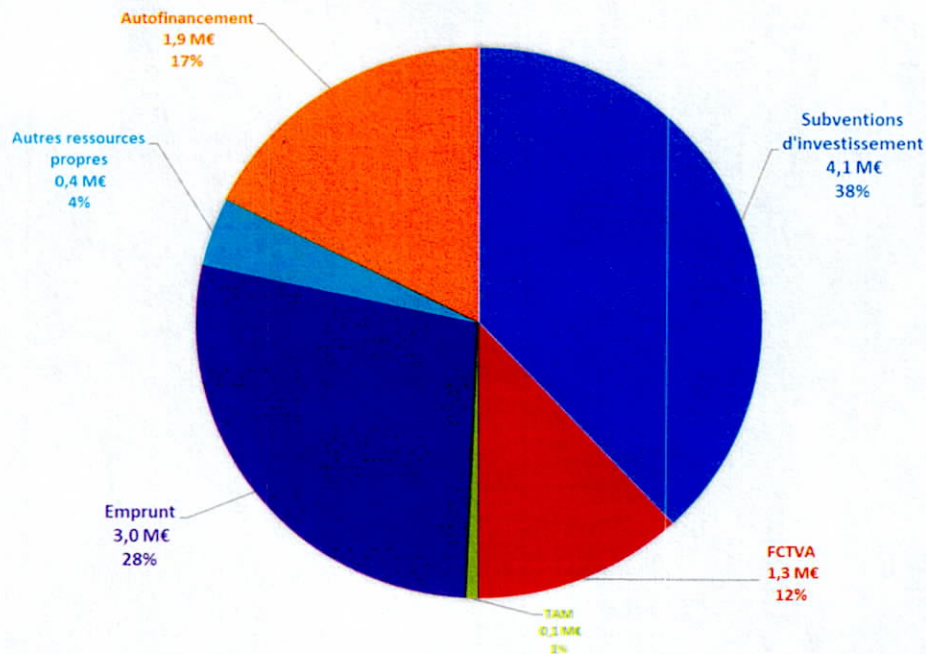
Par ailleurs, le CFU 2025 intègre **3,8 M€ de restes à réaliser en recettes**, correspondant à **2,9 M€ de subventions attendues** et à **un crédit relais de 0,9 M€**, contractualisé en 2025 avec la CEPAC.

#### Détail par chapitre

Chap.	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12
13	Subventions d'investissement	8 659 543,00	4 101 679,64	47,37%	2 903 882,76
16	Emprunts et dettes assimilées	6 505 000,00	3 000 000,00	46,12%	896 000,00
21	Immobilisations corporelles				
23	Immobilisations en cours		54 514,04		
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 600 000,00	4 578 855,20	99,54%	
27	Autres immobilisations financières		25 641,02		
024	Produits des cessions d'immobilisations	709 000,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	1 040 000,00	888 822,65	85,46%	
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>		<b>21 513 543,00</b>	<b>12 649 512,55</b>	<b>71,89%</b>	<b>3 799 882,76</b>
021	<i>Virement de la section de fonctionnement</i>	2 000 000,00			
040	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	1 033 000,00	1 326 603,17	128,42%	
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	6 512 000,00	6 032 806,43	92,64%	
<b>Total des recettes d'ordre en investissement</b>		<b>9 545 000,00</b>	<b>7 359 409,60</b>	<b>77,10%</b>	<b>0,00</b>
<b>Total des recettes de la section d'investissement</b>		<b>31 058 543,00</b>	<b>20 008 922,15</b>	<b>64,42%</b>	<b>3 799 882,76</b>

L'analyse du financement des investissements appelle une lecture particulière. En effet, les ressources dégagées par la section de fonctionnement, et plus particulièrement l'épargne, ont vocation à financer en priorité le remboursement du capital de la dette ainsi que les dépenses d'investissement. Par ailleurs, l'excédent de fonctionnement capitalisé (compte 1068) a pour objet de couvrir prioritairement le déficit d'investissement reporté (D001).

**Pour l'exercice 2025, le financement des dépenses d'équipement brut (DEB), d'un montant de 10,8 M€, se présente de la manière suivante :**

**FINANCEMENT DES DEB 2025**

### 3. Le besoin de financement : points de vigilances

L'exercice 2025 se clôture avec un solde d'exécution brut déficitaire de - 4,6 M€. Ce résultat résulte de la combinaison, d'une part, du solde d'exécution propre à l'exercice 2025, excédentaire de + 1,1 M€, et, d'autre part, de la reprise du déficit antérieur issu de l'exercice 2024, qui s'établissait à - 5,7 M€. Cette situation illustre le poids encore significatif des déséquilibres accumulés sur les exercices précédents, malgré l'amélioration constatée en 2025.

Cette évolution traduit une mobilisation toujours très importante du fonds de roulement. Celle-ci s'explique principalement par deux facteurs conjoints : d'une part, le choix de **ne pas recourir systématiquement à l'emprunt**, et d'autre part, **un niveau de réalisation des subventions d'investissement demeurant insuffisant** au regard des besoins de financement constatés. En conséquence, **la collectivité a dû absorber une part significative de ses besoins d'investissement par ses ressources propres, ce qui accroît mécaniquement la tension sur ses équilibres financiers.**

Après prise en compte du solde des restes à réaliser, qui s'élève à + 2,5 M€, le besoin de financement net de la section d'investissement ressort à - 2,1 M€. Autrement dit, malgré l'amélioration du solde d'exécution de l'exercice et l'existence de recettes restant à percevoir, la section d'investissement demeure structurellement à financer à hauteur de ce montant au moment de la clôture.

Ce besoin de financement demeure toutefois intégralement couvert par l'excédent dégagé en section de fonctionnement, qui s'élève à 3,1 M€. La capacité de la collectivité à mobiliser cet excédent constitue un élément déterminant de sécurisation de l'équilibre budgétaire, en évitant que le déficit d'investissement ne fragilise la situation financière d'ensemble.

Il convient en ce sens de rappeler que, conformément aux dispositions des articles L2311-5 et L2311-11 du Code général des collectivités territoriales, l'affectation des résultats doit prioritairement permettre de couvrir le besoin de financement de la section d'investissement. Cette couverture se traduit, sur le plan comptable, par une affectation au compte 1068, préalablement à toute autre utilisation de l'excédent de fonctionnement.

L'exercice 2025 agit comme un révélateur macroéconomique et structurel pour notre collectivité. Si le solde propre de l'exercice (+ 1,1 M€) démontre une réelle capacité de redressement et une rigueur de gestion au quotidien, la réalité comptable nous rappelle à l'ordre : le poids du passé (- 5,7 M€ de déficit reporté) et le besoin de financement net de la section d'investissement (- 2,1 M€) maintiennent nos équilibres sous une tension.

Grâce à un excédent de fonctionnement, en net dégradation, mais qui reste solide de 3,1 M€, la collectivité sécurise sa clôture budgétaire en couvrant obligatoirement son besoin d'investissement via le compte 1068.

L'analyse de cette clôture impose **trois prises de conscience et autant d'actions correctrices à mener** :

1. La chute du résultat brut de fonctionnement et l'érosion constatée de notre épargne nette, sous l'effet de la crise des finances locales, nécessite d'**adapter la planification, et le cas échéant le niveau, de notre Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI)** au regard de la capacité futur de notre section de fonctionnement à générer de l'épargne brute pour le financer.
2. La stratégie 2021-2025, marquée par un faible recours à l'emprunt (10,7 M€ d'emprunt pour 52 M€ de DEB, soit un taux de financement par l'emprunt de 20,5%), a montré ses limites : elle a siphonné notre fonds de roulement et mis notre trésorerie sous perfusion, dans l'attente du versement de subventions tardives. Face à un besoin de financement structurel, le "tout fonds de roulement" est une stratégie de court terme qui fragilise notre résilience. Pour les exercices futurs, il conviendra de **réintroduire l'emprunt, pour lisser le financement des actifs à longue durée de vie**, tout en sanctuarisant une trésorerie de précaution.
3. Du "subir" au "choisir" : la priorisation des projets. Face à l'effet de ciseau qui menace toutes les collectivités, dont nos principaux partenaires (Département, Région, CIVIS) la passivité équivaudrait à un arrêt de fait de l'investissement local par les marchés ou l'État. **L'heure n'est pas à l'austérité aveugle, mais à la sélectivité drastique et à des choix courageux** comme les investissements d'avenir (rénovation énergétique, développement économique et urbain, optimisation des services, etc.) ou encore le report de certains projets.

## V. Présentation verte « budget vert »

L'article 191 de la Loi de Finances pour 2024 transforme la démarche volontaire du "budget vert" en une obligation légale au travers d'une annexe obligatoire au Compte Financier Unique (CFU), intitulée : "Impact du budget pour la transition écologique".

L'obligation monte progressivement en puissance selon deux axes : le type de dépenses à analyser et les objectifs environnementaux à cibler.

**1. Évolution du périmètre des dépenses en 2025** : extension à l'ensemble des dépenses réelles d'investissement (hors remboursement des annuités d'emprunt, sauf exceptions liées aux marchés de partenariat).



**2. Évolution des axes environnementaux à analyser : l'analyse doit s'agir de la préservation de la biodiversité et de la protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles de la taxonomie européenne (Règlement UE 2020/852) :**






Exercice	Axes obligatoirement analysés	Détails des axes ciblés
2024	Axe 1°	Atténuation du changement climatique
2025	Axes 1° + 6°	(+ Préservation de la biodiversité et protection des espaces)
2027	Tous les axes (1° à 6°)	Intégration de l'adaptation au changement climatique, de l'eau, de l'économie circulaire et des pollutions.


A compter de l'exercice 2027, sur les CFU produits en 2028, les collectivités compléteront l'annexe pour l'ensemble des axes.

Les axes 2 (adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels), 3 (gestion des ressources en eau), 4 (économie circulaire, gestion des déchets et prévention des risques technologiques) et 5 (préservation et contrôle des pollutions de l'air et des sols) s'ajouteront aux deux autres axes susmentionnés et achèveront le déploiement de l'axe environnemental.

La production de cette annexe ne nécessite pas de refondre entièrement la construction du budget en amont, mais consiste en une **cotation a posteriori** des dépenses réelles exécutées.

Chaque dépense concernée doit être évaluée et classée selon l'une des **5 catégories d'impact** suivantes :

-  **Favorables**
-  **Mixtes**
-  **Défavorables**
-  **Neutres**
-  **Non cotées**

 **Note importante :** Cette annexe obligatoire mesure l'impact *réel* des investissements. Elle ne remplace pas et ne concurrence pas les démarches de "budget vert" plus globales ou prospectives que les collectivités choisissent de mener volontairement.

Pour l'exercice 2025, la commune s'est conformée à l'obligation réglementaire en ciblant en priorité l'impact réel de ses dépenses d'investissement sur la thématique climat (Axes 1 et 6). **Cf. maquette CFU 2025\_Annexe IV C3.1 & C3.2.**

*Toutefois, la collectivité ne dispose pas encore, à ce jour, des outils méthodologiques et informatiques pour retranscrire intégralement et efficacement dans cette annexe sa démarche de « budget vert » déjà bien réel sur le terrain.*

## **VI. BALANCE CONSOLIDÉE**

Le CFU impose une vision globale de la situation financière de la commune. Pour cela, on agrège (consolide) les balances du budget principal et de l'ensemble des budgets annexes (eau, assainissement, régies, etc.).

Les budgets annexes Pompes Funèbres et Zone d'Activité Verger Hémery, n'ont aucune opération complexe, aucun reste à réaliser (0,00 €) et aucun flux croisé litigieux.

BUGDET	FONCTIONNEMENT				
	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur reporté	Résultat brut de clôture	Solde des restes à réaliser	Résultat net de clôture
Budget principal	2 005 736,41 €	1 069 038,37 €	3 074 774,78 €	-211 026,74 €	2 863 748,04 €
Budget annexe des Pompes Funèbres	6 024,23 €	27 998,88 €	34 023,11 €	0,00 €	34 023,11 €
Budget annexe de la ZAE Verger Hémery	390 737,26 €	0,00 €	390 737,26 €	0,00 €	390 737,26 €
<b>RESULTATS CONSOLIDES</b>	<b>2 402 497,90 €</b>	<b>1 097 037,25 €</b>	<b>3 499 535,15 €</b>	<b>-211 026,74 €</b>	<b>3 288 508,41 €</b>

BUGDET	INVESTISSEMENT				
	Résultat de l'exercice	Résultat antérieur reporté	Résultat brut de clôture	Solde des restes à réaliser	Résultat net de clôture
Budget principal	1 151 777,07 €	-5 731 621,12 €	-4 579 844,05 €	2 507 560,33 €	-2 072 283,72 €
Budget annexe des Pompes Funèbres	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Budget annexe de la ZAE Verger Hémery	64 062,74 €	299 650,41 €	363 713,15 €	0,00 €	363 713,15 €
<b>RESULTATS CONSOLIDES</b>	<b>1 215 839,81 €</b>	<b>-5 431 970,71 €</b>	<b>-4 216 130,90 €</b>	<b>2 507 560,33 €</b>	<b>-1 708 570,57 €</b>

<b>TOTAL SECTION</b>	<b>3 618 337,71 €</b>	<b>-4 334 933,46 €</b>	<b>-716 595,75 €</b>	<b>2 296 533,59 €</b>	<b>1 579 937,84 €</b>
----------------------	-----------------------	------------------------	----------------------	-----------------------	-----------------------

## **VII CONCLUSION**

**En conclusion, l'examen de ce Compte Financier Unique 2025 met en lumière un exercice de transition maîtrisé, qui réaffirme la gestion rigoureuse et responsable de notre Collectivité.**

D'un côté, les résultats du CFU confirment la solidité de nos fondamentaux et la préservation de nos grands équilibres financiers. De l'autre, ils traduisent de manière factuelle la réalité d'un effet de ciseaux amorcé, marqué par une diminution de notre épargne et une sollicitation de nos marges de manœuvre internes, notamment via notre fonds de roulement.

Bien que confrontée à une hausse des dépenses de Fonctionnement – liée à l'inflation et aux charges imposées – et à des recettes structurellement encadrées (évolution des leviers fiscaux, baisse des droits de mutation immobilière et réajustement des soutiens de l'État), notre Collectivité transforme ces défis en leviers d'action.

Face à cette conjoncture, nous réaffirons une stratégie résolument volontariste et pérenne. Maintenir une ambition forte d'Investissement dans nos services publics, nos écoles et la transition écologique constitue un choix stratégique majeur pour dynamiser l'économie locale et soutenir l'emploi.

Le Maire précise que la commission « Finances et affaires générales » a émis un avis favorable sur cette affaire, le 29 mai 2029.

Après sa présentation, le Maire demande au Président de séance, Monsieur Eric Lebon – 1<sup>er</sup> Adjoint, de bien vouloir soumettre au Conseil municipal le vote du Compte financier Unique **du Budget principal ci-annexé** pour l'exercice 2025 et, quitte la salle.

**Le Conseil Municipal,**  
**Réuni sous la présidence de M. Eric Lebon, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,**  
**après délibération, à la majorité des Membres présents (2 abstentions : M. Gonthier Jean Bernard ; Mme Lorraine Nativel), décide d'approuver :**

**1- Le Compte Financier Unique 2025 du Budget Principal,**

**2- Les résultats bruts 2025 arrêtés aux montants suivants :**

- **Section de Fonctionnement : + 3 074 774,78 €**
- **Section d'Investissement : - 4 579 844,05 €**
- **D'autoriser le Maire à signer tout document s'y rapportant.**



**POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,**  
**P. le Maire empêché,**  
**Le 1<sup>er</sup> Adjoint,**

Eric Lebon

*Le présent document est certifié exécutoire,  
compte-tenu de la réception en Sous-Préfecture, le .....  
et de sa publication en Mairie, le .....*

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de la Réunion  
dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.*